

Déclaration intersyndicale **CGT – FO – SOLIDAIRES**
au CTSS-DT du 13 octobre 2016

Après un boycott de près d'un an, les représentants CGT, FO et SOLIDAIRES reprennent leur participation au CTSS-DT. Nos revendications concernant les moyens budgétaires et les effectifs ne sont pas satisfaites mais notre décision de siéger à nouveau n'est en aucun cas un renoncement. Nous entendons continuer à lutter contre les projets de restructurations et autres réorganisations essentiellement basés sur le postulat de restriction des moyens à la DT comme ailleurs.

Les nombreuses actions menées par nos syndicats ont malgré tout contraint le PDG à dévoiler aux personnels son projet de coupes franches dans les effectifs et le budget de l'établissement. Il a en particulier annoncé la disparition des centres territoriaux, à l'exception de quelques centres thématiques montagne-marine et des CRA.

Les actions ont permis, à défaut d'avancées nettes, de limiter quelque peu la « casse ». Ainsi, le PDG a dû revoir le calendrier de son projet d'automatisation à marche forcée des services de prévision, projet qui n'est toutefois pas abandonné.

Par ailleurs, le 24 juin dernier, le conseiller social du ministère a promis aux représentants de nos trois syndicats :

- un report de la signature du COP 2017-2021 (prévue jusque là en septembre 2016) tant que le conflit persiste à Météo-France, ce report permettant de rediscuter des projets de la DG, notamment l'automatisation de la base amont de prévision,
- une réflexion sur l'allègement de la réduction des effectifs et une éventuelle nouvelle trajectoire d'ici mi-juillet,
- une étude du type «retours socio-économiques sur investissement dans la météorologie»,

Le ministère a finalement fait savoir lors du CA du 30 septembre que Météo-France devra rendre en 2017 60 ETP au lieu des 76 annoncés jusque là... Serait-ce un début de prise de conscience de notre tutelle ?

Nous ne manquerons pas de stimuler régulièrement, à travers cette instance, son ambition pour Météo-France. La nôtre est intacte et nous continuerons à afficher nos revendications pour l'établissement et ses personnels.